Le nombre de mineurs étrangers en France explose, leur coût atteindrait 1,5 milliards d'euros

15/02/2018 à 23h03

Le coût annuel de leur accueil atteindrait 1,5 milliard dans six mois. L'État livrera ses solutions le 6 mars.



La courbe est exponentielle. De l'aveu même des départements, le coût de la prise en charge des mineurs étrangers non accompagnés (MNA) ne cesse d'augmenter. Compte tenu du nombre d'accueils enregistrés chaque semaine, les collectivités estiment que la facture pourrait atteindre 1,5 milliard dans six mois, alors qu'elle était évaluée à 1 milliard en septembre dernier.

Dans les Hautes-Alpes, la situation devient préoccupante. «Les chiffres avaient déjà été multipliés par vingt entre 2016 et 2017 et le flux continue, crescendo. On ne sait pas comment nous allons finir 2018», s'alarme Jean-Marie Bernard, président de ce département de 140.000 habitants, qui compte

1300 MNA. En plein mois de février et malgré les neiges hivernales, les arrivées sont aussi importantes qu'au mois d'août.

Le coût de la prise en charge d'un mineur étranger au titre de l'aide sociale à l'enfance (ASE) atteint 50.000 euros par jeune et par an, alors que la contribution de l'État ne dépasse pas 1250 euros par mineur. Chaque année, les départements assument ainsi 25.000 cas, soit 1,25 milliard d'euros.

Le 6 mars, le premier ministre recevra le président des départements de France, où ce problème aigu sera abordé. Édouard Philippe a commandé un rapport sur ces mineurs isolés pour évaluer précisément l'ampleur du phénomène et proposer des solutions. Cette mission a été conjointement menée par les services de l'État et les départements.

Selon une récente note issue de ces travaux, révélée mardi, deux scénarios sont envisagés pour décharger les collectivités. Le premier conserve le principe de l'évaluation décentralisée des migrants, en augmentant les moyens financiers jusqu'à 106 millions d'euros pour 60.000 individus.

La seconde piste consisterait à confier l'évaluation et la mise à l'abri des jeunes migrants à l'État. Ce projet ne pourrait s'amorcer qu'à partir de 2019. Il impliquerait la construction de centres d'hébergement et l'organisation de plateformes interdépartementales. Coût prévu: 125 millions d'euros par an pour 50.000 jeunes étrangers.

Le Figaro

Merci à **Palmatum**